12 JANVIER 2019 – PRESENTATION DES VŒUX DE Mgr L'ÉVÊQUE

Chers amis prêtres, diacres, consacrées et laïcs du diocèse, comme chaque année j'ai plaisir à vous accueillir pour ce moment partagé en début d'année civile. Si je demande comme en d'autres occasions l'hospitalité au Lycée Mgr Théas c'est parce que vous venez nombreux et que la Maison Diocésaine n'a pas de salle assez grande pour cette réunion. Je remercie donc Monsieur Philippe Blondel, directeur de cet Etablissement, d'autant plus que par un oubli de ma part il a été prévenu in extremis.

Je remercie particulièrement de leur présence

J'ai reçu les excuses et les regrets d'un certain nombre d'invités mais vous êtes venus nombreux et je vous en remercie. Je vous présente mes vœux pour une année heureuse, dans la paix et la joie de l'Évangile à laquelle nous invite sans cesse notre pape François. Ces vœux sont aussi pour vos proches, pour notre diocèse, pour l'Église en France et dans le monde, pour notre pays et pour notre Terre dont nous avons la sauvegarde. Comme pasteur du diocèse je suis sensible à votre engagement dans la vie de l'Église qui est à Montauban, de votre prière, de votre souci de construire la fraternité. Depuis onze ans que je suis avec vous je rends grâce aussi pour tous ces soutiens discrets apportés à ma mission et à la mission de l'Église par ces personnes anonymes et fidèles qui font notre maillage ecclésial. Je vous assure de ma prière et de ma gratitude.

Une société en crise

Les dernières semaines de 2018 ont été marquées par la crise dite des GILETS JAUNES. Elle révèle un malaise général. Déclenchée par l'augmentation du prix du gazole, elle est allée bien au-delà de revendications financières. Elle exprime à partir des difficultés économiques les mécontentements d'une partie de nos concitoyens qui ne peuvent plus faire face à toutes leurs charges et sont souvent en sous-emploi ou au chômage. Nous n'oublions pas ce qu'a été dans ce département les derniers moments de la crise agricole du printemps. La question du lait a été le problème déclencheur mais toutes les difficultés du monde agricole ont entraîné des manifestations longues qui exprimaient les souffrances des paysans et l'absence d'avenir pour beaucoup. Nous savons aussi combien de secteurs de l'économie sont en difficulté et comment les pertes d'emploi et le chômage restent un fléau et créent une inquiétude permanente chez les plus pauvres.

C'est dans ce contexte que j'ai publié un texte le 7 décembre 2018 sur la nécessité de « **Rendre aux travailleurs leur dignité** ». Mais, en même temps, j'ai rejoint les Gilets Jaunes sur le terrain pour les écouter et comprendre leurs appels. Des moments d'échanges sérieux m'ont montré que ces manifestants n'étaient pas habitués à ce genre d'exercice mais qu'ils étaient partis pour un long moment. J'ai trouvé là des gens accablés qui se défient de tout : la politique, les syndicats, l'Église...

Il n'y a pas de chef, ils sont une famille et ils se refusent à parler politique. Il y a d'anciens syndicalistes, des gens de droite et des gens de gauche mais le rassemblement est au-delà de ces distinctions.

Il est vrai que le regard sur la France en 2018 ne s'arrête pas qu'à ces crises mais force est de constater que de tels éléments viennent aggraver le contexte social : 2 Millions de personnes vivent avec moins de 700 euros. Plus de 200.000 n'ont pas de logement ou sont à la rue. 5 millions de personnes ont eu recours à l'aide alimentaire (Rapport sur la pauvreté en France par l'Observatoire des inégalités). Il est donc évident que nous avons à entreprendre des réformes sérieuses et un rétablissement budgétaire indispensable mais est-ce encore possible ? Nos gouvernants se sont, en effet, plus préoccupés de nouveautés « sociétales » que de réformes sociales. Du « mariage pour tous » à la « gestation pour autrui » (GPA) ces changements ne sont demandés que par une minorité de personnes et ne devraient pas accaparer le champ politique. L'une des conséquences est que les Français désertent ce champ

politique d'autant que la division et l'incapacité des partis actuels les discréditent. Un sondage très récent montre que les Français dans leur ensemble (88%) ne font plus confiance à la classe politique. Les media ne sont pas mieux traités : 73% des Français ne leur font pas confiance. 70% des sondés ne font pas confiance aux banques ! Le chef de l'Etat n'obtient que 23% de confiance. Des élus c'est le Maire qui s'en sort le mieux avec 58% de confiance (Enquête du CEVIPOF). Notre pays est atteint gravement par ce déficit de confiance à l'égard des institutions, des élites, des pouvoirs publics.... Nous devons être attentifs à cette crise sans précédent et qui touche toutes les couches sociales. Elle fausse notre rapport aux institutions : on le voit avec une certaine désaffection pour les élections où bientôt nous ne serons qu'une minorité de citoyens à participer au suffrage universel. Cette évolution significative est un signal d'alarme pour notre société. Ce comportement pousse à l'individualisme et au communautarisme. Les risques de prise de pouvoir et de dictature sont là, la disparition des corps intermédiaires nuit gravement au contrat social, le respect des institutions, la reconnaissance de la justice, le rôle des régulateurs ne sont plus pris en compte. L'ordre qu'établit la Constitution est menacé. L'Europe qui fut notre espoir est chancelante, le « Brexit » l'a blessée mais la volonté de la construire s'est émoussée.

La Question Migratoire

Au milieu de ces soubresauts la question migratoire continue de se faire pressante et de mettre la France en demeure de répondre entre le laisser-faire irréaliste et le rejet de tous tout aussi irréaliste. Pour nous chrétiens, l'accueil de l'autre fait partie de notre fidélité au Christ. Mais, si j'essaie de mettre en pratique cet accueil, je ne suis pas non plus le refuge de tous les exilés qui viennent à Montauban. Avec la Pastorale des Migrants et le concours d'associations non confessionnelles je m'efforce de répondre à certaines détresses mais c'est très modeste. En revanche, là encore, l'absence de décisions et de mesures gouvernementales laisse l'incertitude s'installer puisque, la plupart du temps, les dossiers de régularisation n'avancent pas et les personnes concernées en sont réduites à travailler au noir dans des conditions souvent défavorables. Mais associations comme Eglise nous ne sommes guère entendues. Il faut cependant noter avec grande satisfaction l'ouverture d'un accueil de jour au mois de novembre pour toutes les personnes sans logement à l'ancienne CAF, avenue Pouvillon qui fonctionne avec des bénévoles encadrés par l'Association Emmaüs. Ce projet est porté par un collectif d'associations où l'Eglise Catholique est présente et l'on a besoin de bénévoles. Ce projet devait à l'origine être réalisé à l'ancien LEP Montauriol mais des retards l'en ont empêché.

Cette première partie me conduit à nous rappeler que nous chrétiens devons nous engager dans la vie sociale, prendre notre place pour porter le message d'espérance du Christ sur tous les hommes sans exception. Il est venu sauver l'homme et tout l'homme : c'est ce que nous disons quand nous parlons d'« écologie intégrale » selon l'expression du pape François (Laudato Si), c'est-à-dire une écologie qui ne s'arrête pas à la protection des plantes et au respect de la nature mais qui prend en compte tout le milieu humain, tout l'être humain de sa conception à sa fin naturelle.

C'est pourquoi au début de l'année 2018 nous nous sommes intéressés aux Etats Généraux de la Bioéthique en vue de la révision des lois votées en 2011. Le thème était « Quel monde voulons-nous pour demain ? ». L'intention en était louable et ce « débat-citoyen » devait porter sur diverses questions précises qui impliquent une manipulation du vivant. Ces débats menés en régions par le CCNE ont été relus par un « comité citoyen » et le gouvernement en a eu le rapport en juin 2018. Depuis nous attendons la promulgation de ces lois revisitées avec particulièrement les questions de PMA et de GPA. Nous ne pouvons qu'être vigilants et nous former pour aider les uns et les autres au discernement. Pour cela une formation est envisagée au cours de cette année.

La Vie du Diocèse

Le début de l'année 2018 a été marqué par la conclusion de l'année jubilaire des 700 ans du diocèse. Pour des raisons climatiques nous n'avions pu en fin d'année 2017 planter les 700 arbres offerts par

de généreux donateurs comme symboles de ce jubilé. Cette plantation s'est faite en janvier comme prévu sur le terrain de Montbeton en contre-bas de l'église. En fait c'est 870 arbres qui ont été plantés par leurs parrains mais aussi par des écoles catholiques du Primaire au Lycée (St Nicolas, Institut Familial, St Théodard, Lycée Théas, groupe de catéchèse de Molières). La forêt pousse et se porte bien. Selon les spécialistes qui nous accompagnent le taux de mortalité des jeunes plants est inférieur à la moyenne. Des manifestations ont été proposées sur le site : en juin une journée champêtre pour les parrains et le dimanche 7 octobre en lien avec la fête de ST-François une célébration de la Création. Une charte a été promulguée pour donner un cadre aux actions pédagogiques et écologiques selon ce que j'évoquais plus haut d'une écologie intégrale (Laudato Si). Vous en serez informés au cours de cette année. IL faut ajouter que le diocèse a reçu le label « Eglise Verte », niveau Cep de Vigne.

Dans l'ordre des changements vous n'ignorez pas le départ depuis le 27 novembre de Monsieur Thierry SEGUIN, économiste diocésain depuis 2010. Ce départ est dû au désir de se rapprocher de sa famille vers l'axe Tours-Paris. Il était prévisible depuis plusieurs mois et M. SEGUIN est aujourd'hui économiste pour le diocèse de Poitiers. Après recherche par cabinet de recrutement j'ai engagé Monsieur Christian ECARNOT qui prend maintenant ses fonctions et qui nous dira quelques mots tout à l'heure. Il sera aidé par l'équipe de l'Economat et le Conseil Economique. Le changement d'économiste m'a conduit à faire faire un audit par les services de la CEF, dix ans après celui que j'avais commandé à mon arrivée. Nous sommes en situation saine et honnête mais financièrement précaire car le diocèse n'a pas d'avance et chaque année une incapacité à équilibrer notre budget. Il nous faut donc entreprendre de nouvelles économies et envisager des réductions d'emploi pour ne pas agir au-dessus de nos moyens. J'ai actuellement bloqué toute dépense qui n'est pas absolument indispensable. L'Association Montmurat-Montauriol propriétaire de l'immobilier a mis en vente le LEP Montauriol. La signature sous seing privé est faite mais la Mairie est entrée en action et nous attendons. Le denier de l'Eglise se maintient contrairement à la plupart des diocèses où il est en baisse. Mais il reste insuffisant.

Des prêtres nouveaux sont arrivés, les abbés Eric AHISSOU (Bénin) à Saint-Nauphary, Hermann BORO (Burkina) à Reyniès, Jacques FESSIDI (Cameroun) à St-Antonin, Eric MBOCK (Cameroun) à Montauban, Patrice NEUSSI (Cameroun) à CASTELSARRASIN, Léon SENE (Sénégal) à Caussade-Montpezat, Ludovic VONDOLY (Bénin) à Montricoux.

Ce sont sept nouveaux prêtres qui viennent participer à la pastorale du diocèse. Je peux y ajouter le frère Jean-Christophe Kirumara qui, certes, a été ordonné en 2019 mais qui fut diacre en 2018. Je lui dis toute ma reconnaissance.

Certains d'entre eux sont aussi appelés à faire des études à l'Institut Catholique de Toulouse. Je remercie leurs évêques et eux-mêmes pour leur disponibilité. Il faut aujourd'hui bien prendre conscience que sans eux et ceux qui sont déjà en mission dans le diocèse nous ne pourrions pas assurer les engagements essentiels de la vie pastorale : messes, célébrations d'obsèques, de mariage, de baptême, présence aux paroisses, aumôneries, etc... Le clergé venu de l'extérieur représente à cette heure la moitié du clergé actif du diocèse. Il faut noter que, malgré un appel incessant aux laïcs, il est difficile de trouver des personnes qui ont du temps. Je me réjouis cependant que cette situation nouvelle conduise les uns et les autres vers la pratique de l'accueil et de la fraternité. Les Orientations Diocésaines que les paroisses apprennent peu à peu à s'approprier insistent sur ces points et la session diocésaine de février 2018 nous a permis de les approfondir. Il y a encore du chemin à parcourir pour une vraie fraternité entre laïcs, prêtres et diacres, chacun ayant une vocation particulière pour répondre à l'appel universel à la sainteté (Vatican II). Il nous faut sortir de nos coquilles et de nos bénitiers pour apprendre à connaître l'autre. L'Eglise de 2019 n'est pas celle des années soixante ou quatre-vingt ! Laissons nos a priori de côté et faisons confiance ! Les Equipes Pastorales se renouvellent et permettent de vivre davantage cette fraternité dans le service. Je remercie les personnes qui acceptent de s'y engager comme celles qui s'engagent dans les conseils économiques, la catéchèse, la

politique d'autant que la division et l'incapacité des partis actuels les discréditent. Un sondage très récent montre que les Français dans leur ensemble (88%) ne font plus confiance à la classe politique. Les médias ne sont pas mieux traités : 73% des Français ne leur font pas confiance. 70% des sondés ne font pas confiance aux banques ! Le chef de l'Etat n'obtient que 23% de confiance. Des élus c'est le Maire qui s'en sort le mieux avec 58% de confiance (Enquête du CEVIPOF). Notre pays est atteint gravement par ce déficit de confiance à l'égard des institutions, des élites, des pouvoirs publics.... Nous devons être attentifs à cette crise sans précédent et qui touche toutes les couches sociales. Elle fausse notre rapport aux institutions : on le voit avec une certaine désaffection pour les élections où bientôt nous ne serons qu'une minorité de citoyens à participer au suffrage universel. Cette évolution significative est un signal d'alarme pour notre société. Ce comportement pousse à l'individualisme et au communautarisme. Les risques de prise de pouvoir et de dictature sont là, la disparition des corps intermédiaires nuit gravement au contrat social, le respect des institutions, la reconnaissance de la justice, le rôle des régulateurs ne sont plus pris en compte. L'ordre qu'établit la Constitution est menacé. L'Europe qui fut notre espoir est chancelante, le « Brexit » l'a blessée mais la volonté de la construire s'est éteinte.

La Question Migratoire

Au milieu de ces soubresauts la question migratoire continue de se faire pressante et de mettre la France en demeure de répondre entre le laisser-faire irréaliste et le rejet de tous tout aussi irréaliste. Pour nous chrétiens, l'accueil de l'autre fait partie de notre fidélité au Christ. Mais, si j'essaie de mettre en pratique cet accueil, je ne suis pas non plus le refuge de tous les exilés qui viennent à Montauban. Avec la Pastorale des Migrants et le concours d'associations non confessionnelles je m'efforce de répondre à certaines détresses mais c'est très modeste. En revanche, là encore, l'absence de décisions et de mesures gouvernementales laisse l'incertitude s'installer puisque, la plupart du temps, les dossiers de régularisation n'avancent pas et les personnes concernées en sont réduites à travailler au noir dans des conditions souvent défavorables. Mais associations comme Eglise nous ne sommes guère entendues. Il faut cependant noter avec grande satisfaction l'ouverture d'un accueil de jour au mois de novembre pour toutes les personnes sans logement à l'ancienne CAF, avenue Pouvillon qui fonctionne avec des bénévoles encadrés par l'Association Emmaüs. Ce projet est porté par un collectif d'associations où l'Eglise Catholique est présente et l'on a besoin de bénévoles. Ce projet devait à l'origine être réalisé à l'ancien LEP Montauriol mais des retards l'en ont empêché.

Cette première partie me conduit à nous rappeler que nous chrétiens devons nous engager dans la vie sociale, prendre notre place pour porter le message d'espérance du Christ sur tous les hommes sans exception. Il est venu sauver l'homme et tout l'homme : c'est ce que nous disons quand nous parlons d'« écologie intégrale » selon l'expression du pape François (Laudato Si), c'est-à-dire une écologie qui ne s'arrête pas à la protection des plantes et au respect de la nature mais qui prend en compte tout le milieu humain, tout l'être humain de sa conception à sa fin naturelle.

C'est pourquoi au début de l'année 2018 nous nous sommes intéressés aux Etats Généraux de la Bioéthique en vue de la révision des lois votées en 2011. Le thème était « Quel monde voulons-nous pour demain ? ». L'intention en était louable et ce « débat-citoyen » devait porter sur diverses questions précises qui impliquent une manipulation du vivant. Ces débats menés en régions par le CCNE ont été relus par un « comité citoyen » et le gouvernement en a eu le rapport en juin 2018. Depuis nous attendons la promulgation de ces lois revisitées avec particulièrement les questions de PMA et de GPA. Nous ne pouvons qu'être vigilants et nous former pour aider les uns et les autres au discernement. Pour cela une formation est envisagée au cours de cette année.

La Vie du Diocèse

Le début de l'année 2018 a été marqué par la conclusion de l'année jubilaire des 700 ans du diocèse. Pour des raisons climatiques nous n'avons pu en fin d'année 2017 planter les 700 arbres offerts par